

02 MARS 2018

HH

*Le Premier Ministre*

N°283/18/SG

Paris, le 26 FEV. 2018

Monsieur le Président,

La politique sportive dessinée par le Président de la République dans son contrat avec la nation a pour objectif principal d'augmenter de trois millions le nombre de pratiquants des activités physiques et sportives d'ici 2024. Cet objectif vise tous les publics sur tous les territoires, en raison de ce que le sport peut apporter en matière de lien social, de valeurs éthiques, de principes d'éducation, de bien-être et de santé.

Les deux freins majeurs de l'accès à la pratique d'activité physique et sportive les plus couramment repérés, mais qui peuvent être questionnés, sont l'insuffisance d'équipements sportifs et le manque d'une offre d'accompagnement et de pratiques adaptées, accessibles au plus grand nombre.

À cet égard, la répartition de l'offre globale d'équipements sportifs révèle déjà de grandes disparités.

Dans les grands pôles urbains, la pression de la population sur les équipements sportifs est particulièrement forte. On note notamment que les 1 514 quartiers prioritaires de la politique de la ville n'accueillent que 2,2% des équipements sportifs accessibles au public, alors qu'ils regroupent 8,2% de la population française.

Dans les zones rurales, les communes apparaissent mieux dotées par rapport à la population. Cependant, dans ces espaces où la population est plus dispersée, les habitants sont davantage confrontés à des problématiques d'éloignement de l'offre. Plus que la distance, c'est alors le temps de trajet qui limite l'accès à l'offre de pratique sportive.

Dans ce contexte, il paraît indispensable de repenser notre capacité collective d'intervention notamment au bénéfice des territoires carencés dans lesquels se concentrent des difficultés sociales, économiques et d'aménagement, de façon à nous assurer d'une égalité d'accès à la pratique des activités physiques et sportives sur l'ensemble du territoire.

Monsieur Patrick BERNASCONI  
Président du CESE  
9 Place d'Iéna  
75775 Paris Cedex 16

Aussi, je souhaiterais que le Conseil économique, social et environnemental engage un travail afin de faire émerger des stratégies de développement et d'adaptation de l'offre sportive sur les territoires carencés ou les territoires ruraux.

De plus, dans un contexte marqué par une forte contrainte budgétaire, et un recentrage, dès 2018, de la capacité d'intervention du Centre national pour le développement du sport, il est opportun de chercher à optimiser les modes et moyens d'intervention des différents acteurs, afin d'obtenir les meilleurs effets de levier possibles. Ainsi, je souhaiterais que vous puissiez formuler des propositions pour optimiser le rôle et l'action des acteurs principaux pour améliorer l'offre sportive sur ces territoires et favoriser l'accès du plus grand nombre à la pratique d'activité physique et sportive.

Le Gouvernement pourra ainsi établir à partir de vos propositions une feuille de route partagée avec l'ensemble des acteurs sportifs de notre pays nous permettant d'accompagner la mobilisation de tous les Français pour mieux vivre ensemble par le sport.

Pour mener ces travaux, vous pourrez solliciter l'ensemble des administrations concernées, en particulier les services du ministère des sports. Les travaux du comité stratégique de la filière sport consacrés aux équipements et événements sportifs peuvent également venir à l'appui de vos réflexions, notamment sur l'axe des équipements sportifs de proximité.

Je souhaite recueillir l'avis de votre assemblée à la mi-juillet 2018, afin qu'elle puisse contribuer utilement à l'ambition gouvernementale.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*Bien à vous,*

*Philippe*

Edouard PHILIPPE